



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'INDRE ET LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay Meslay, le

31 05. 2012

Unité territoriale d'Indre et Loire

Le directeur régional,

à

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire  
Bureau de l'Aménagement du Territoire et  
des Installations Classées  
BP 3208

37925 TOURS CEDEX 9

Objet : Dossier de demande d'autorisation - La Celle St Avant  
Ref : Demande du 25 février 2011 transmise à  
l'inspection des installations classées le 02 mars 2011

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 16 février Monsieur agissant en qualité de Directeur de la Société SAS GSM, dont le siège social est actuellement « Les Technodes » à GUERVILLE (78) sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière actuellement autorisée sur la commune de LA CELLE SAINT AVANT, son extension et la régularisation de la situation administrative de l'installation de traitement de matériaux

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 25 février 2011, complété le 24 octobre 2011 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 28 novembre 2011.

### 1. OBJET DE LA DEMANDE

#### 1.1. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau suivant.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et volume
2510.1	A	Exploitation de carrières	125 000 tonnes par an maximum  12 500 tonnes par an en moyenne pendant 4 ans puis 35 000 tonnes par an pendant 8 ans
2515.1	A	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 200 kW	Installation de traitement de matériaux (concassage – criblage - lavage)  Puissance installée : 516.21 kW
2517.b	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes. La capacité de stockage étant : b) supérieure à 15 000 m <sup>3</sup> , mais inférieure ou égale à 75 000 m <sup>3</sup>	Capacité de stockage : 25 000 m <sup>3</sup>

A : Autorisation - D : Déclaration – NC : Non Classé

Pour mémoire les activités suivantes qui seraient classables au titre de la loi sur l'eau si elles étaient exercées seules, en application des articles L. 214-1 et L. 214-7 du Code de l'Environnement, seront réglementées par les prescriptions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement dont elles dépendent :

Désignation des activités	Éléments caractéristiques	Régime
1.1.1.0 Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines	D
1.2.1.0 À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du Code de l'Environnement, prélèvements et installation et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe.	Prélèvement dans la Creuse – débit de pompage inférieur à 2%	NC
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu aux articles L.214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2 du Code de l'Environnement, ont prévu l'abaissement des seuils 1. Capacité supérieure ou égale à 8 m <sup>3</sup> /h	Forage au Cénomanien 50 000 m <sup>3</sup> /an - 25m <sup>3</sup> /h	A
2.3.1.0 Rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0, des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, des épandages visés aux rubriques 2.1.3.0 et 2.1.4.0, ainsi que des réinjections visées à la rubrique 51.1.0	Bassins de décantation	A

## **1.2. Historique administratif**

La société GSM, conjointement et solidairement avec la société APPIA TOURAINE, est autorisée par arrêté préfectoral n° 17555 du 22 octobre 2004, à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables située sur la commune de LA CELLE-SAINT-AVANT, aux lieux-dits « Le Carroi Potet », « Les Fontenelles », « Le Parc du Rhonne », « Montfort », et « Les Belounes », et ce jusqu'au 12 mars 2015.

Cette carrière était initialement exploitée par les sociétés S.E.M.C. et APPIA TOURAINE, par arrêté préfectoral n° 17159 du 12 mars 2003.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 18166 du 16 juillet 2007 a cadré les prescriptions relatives à la mise en place d'une installation de traitement des matériaux, la modification des conditions d'exploitation et de remise en état, et l'actualisation des garanties financières de la carrière susvisée,

La société GSM sollicite l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de cette carrière pour une durée de 20 ans, aux lieux dits "La Fosselette", « La Ville Daveau », « Les Bournais Blancs », « Les Patouilles », « Montfort », « Les Belounes », « Parc de Rhonne », « Le Carroi Potet » et « Les Fontenelles » sur la commune de LA CELLE-SAINT-AVANT. Le plan en annexe 1 figure l'implantation de la carrière.

Le pétitionnaire sollicite également la mise à jour administrative d'une installation de traitement de matériaux (concassage-criblage-lavage) et la modification des conditions de remise en état pour inclure l'aménagement d'une zone humide.

## **1.3. Description du site**

### **a) Parcelles et superficies concernées**

La demande concerne une emprise totale d'environ 62,5 ha, pour une surface exploitable de 24 ha dont 10,4 ha restant à extraire sur la zone actuellement autorisée, à raison de 125 000 tonnes la première année puis 12 500 tonnes par an en moyenne les 4 années suivantes et 35 000 tonnes par an en moyenne les 8 années restantes soit 125 000 tonnes par an maximum.

Les parcelles concernées sont référencées sous la section ZI n° 3 pp, 43, 44, 45, 46, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 164, chemin rural 84 pp, 23pp, 24 pp, 25 pp, 27 pp, 156 pp, 168 pp. GSM a joint à son dossier des attestations de maîtrise foncière des terrains d'emprise de son projet.

Notons que le chemin rural 84 est englobé dans la zone exploitable ; il ne sera donc pas utilisable pendant toute la durée de l'exploitation (en accord avec la mairie de la commune et les agriculteurs concernés, ceux-ci disposant d'une autre voie d'accès à leurs terrains). A la fin de l'exploitation de la carrière, ce chemin sera reconstitué.

L'installation de traitement de matériaux est située en limite nord-ouest de la carrière, plus précisément sur la parcelle cadastrée section ZI n° 3, d'une superficie de 02 ha 48 a 34 ca. Cette parcelle a déjà fait l'objet d'une exploitation antérieure et d'une remise en état.

### **b) Patrimoine naturel**

Le site concerné par la demande est en dehors de Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique ou Faunistique (ZNIEFF), de zone d'intérêt communautaire Natura 2000, de Zone d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux (ZICO) et de zone de protection spéciale.

### **c) Patrimoine archéologique**

Le Service Régional de l'Archéologie de la Région Centre a fait valoir l'existence avérée et potentielle de nombreux sites archéologiques au droit du site et de l'extension projetée. Les vestiges d'ores et déjà reconnus sont identifiés par l'exploitant sur une *carte des contraintes et des servitudes*.

### **d) Habitations**

On relève qu'une habitation se situe à 3 m de la limite d'autorisation actuelle ; dans le cadre de l'extension projetée, l'habitation la plus proche de la limite d'extraction est à 45 m.

### **e) Urbanisme – Servitudes**

La commune de LA CELLE-SAINT-AVANT dispose d'un plan Local d'Urbanisme révisé et approuvé le 24 janvier 2008. Le projet d'installation se situe en zone naturelle N.C.c du PLU.. D'après ce dernier, les ouvertures de carrières, et notamment la création ou l'extension de toutes les installations classées liées à l'exploitation d'une carrière régulièrement autorisée, sont admises dans ce secteur N.C.c.

De plus, le projet se trouve dans le périmètre de protection éloigné du captage A.E.P. des « Sept Fonds ». Ce captage se trouve à environ 800 m au nord-ouest de l'installation de traitement. D'après l'article 7 de l'arrêté relatif aux servitudes liées aux périmètres de protection du captage précité, il est dit concernant le périmètre de protection éloigné : « les activités soumises à la réglementation générale devront faire l'objet de contrôle de conformité vis-à-vis des réglementations en vigueur et en particulier du règlement sanitaire départemental. Ce sera le cas en particulier pour la création de forages, l'installation d'établissements classés, l'ouverture de carrières, [...]. Les forages exploités devront faire l'objet de vérifications (protection de la tête, [...]) [...]. Ils ne devront pas constituer des points de pollution ponctuels. Ils devront être entretenus et maintenus en permanence fermés par des capots cadenassés. En aucun cas, ils ne seront utilisés pour recevoir des eaux de drainage, des eaux usées ou de quelque autre nature que ce soit ». Le forage agricole exploité pour l'installation de traitement, notamment pour le remplissage du bassin d'eau claire, respecte les conditions du périmètre de protection éloigné.

### **f) Réseaux**

L'emprise du site actuel est bordée par deux lignes hautes tensions, l'une à l'est et l'autre au nord ; dans le cadre du projet d'extension, deux supports d'une autre ligne haute tension, sont situés sur le périmètre sollicité. L'article 3.4.6 de l'arrêté préfectoral n° 17159 du 12 mars 2003 prescrit notamment que « vis-à-vis de la ligne électrique qui traverse la parcelle cadastrée ZI 3, la limite d'extraction restera à une distance de 10 m autour du support, afin d'en assurer la stabilité ». Cette distance de 10 m est prise en compte pour chacune des lignes par l'exploitant dans son projet.

De plus, une conduite de transport de gaz longe le site actuel, au sud, le long du chemin rural n° 34. Aucun affouillement, aucun passage d'engin ou de camion n'aura lieu à moins de 10 m de cette zone.

Enfin, une fibre optique enterrée France Télécom passe le long du chemin rural n° 84, au nord de la parcelle. L'exploitant a pris les contacts nécessaires avec le gestionnaire pour en assurer le déplacement.

Ces données sont reportées sur la *carte des contraintes et des servitudes* susmentionnée.

### **g) Faune, Flore**

Le secteur en extension ne présente pas de sensibilité notable.

A l'inverse, le secteur sud, actuellement en exploitation et partiellement réaménagé, abrite plusieurs espèces faunistiques et floristiques protégées :

- Sur les points d'eau temporaires et les bassins de décantation : 2 espèces d'oiseau : le Petit Gravelot et le Vanneau huppé ainsi que le Crapaud calamite ;
- Sur les secteurs décapés : l'Oedicnème criard (oiseau);
- Sur les jachères sableuses réaménagées et destinées à la remise en culture ainsi que sur le remblai et en bordure du chemin rural 34 : une petite population de Lupin réticulé (flore).

#### **h) Hydrogéologie**

Le projet est établi sur les terrasses d'alluvions anciennes de la vallée de la Creuse, en dehors de l'espace de mobilité du cours d'eau et hors zone inondable. Ce positionnement est assuré par une distance de 50 m au cours d'eau. Le site reste hors du bassin versant de l'Esves.

Au droit des terrains, les nappes d'eau souterraines rencontrées sont celles du Turonien et du Cénomanién. Le suivi piézométrique de la carrière actuelle indique un niveau bas minimal de la nappe du Turonien de 39,8 mNGF et un niveau haut maximal de 43,7 mNGF. Ceci est inférieur à la cote minimale du carreau de la carrière autorisée fixé à 44 mNGF (article 3.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 17159 du 12 mars 2003).

#### **1.4. Présentation de la demande – exploitation**

L'extraction est prévue à ciel ouvert et à sec. La cote limite de fond de fouille est fixée à 44 mNGF afin de conserver une épaisseur d'au minimum 1 mètre d'alluvions au-dessus du niveau des plus hautes eaux constatées au droit du site (43 mNGF). L'extraction du gisement sera effectuée à la pelle hydraulique, sur une épaisseur pouvant varier de 1,5 m à 4 m.

Les alluvions sont déversés dans la trémie qui alimente le tapis de plaine approvisionnant l'installation de traitement de matériaux, ce qui permet une première séparation des matériaux supérieurs à 200 mm. L'installation a pour finalité de réaliser plusieurs stocks de matériaux de granulométrie variée.

La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement est de 250 tonnes par heure (200 tonnes par heure en moyenne) et de 400 000 tonnes par an.

Le traitement des matériaux comporte une opération de lavage, en circuit fermé avec décantation naturelle sans additif dans des bassins dédiés. L'alimentation en eau est assurée à l'aide d'un forage existant, captant la nappe du Cénomanién, pour un débit de 50 000 m<sup>3</sup>/an. Le projet nécessitera des besoins en eau supplémentaires de décembre à avril avec mise en place d'un pompage dans la Creuse (78000 m<sup>3</sup>/an les 3 premières années et de 30000 m<sup>3</sup>/an par la suite). Ces points sont détaillés au paragraphe 3.2 du présent rapport.

Après lavage des matériaux, l'eau chargée en éléments fins est acheminée par des canalisations jusqu'aux bassins de décantation. La décantation se fait par comblement progressif de bassins clôturés et dédiés à cet usage, séparés les uns des autres par des digues filtrantes. Les eaux ainsi décantées ré-alimentent par surverse un bassin d'eau claire d'une capacité de 3 000 à 3 500 m<sup>3</sup>.

L'évacuation des produits finis est réalisée par voie routière : les camions empruntent le chemin rural n° 34, puis rejoignent la route départementale n° 750 (vers la route nationale n° 10) par la sortie actuelle de la voie communale n° 105 aménagée par la société GSM en « zone 30 ».

Les matériaux sont distribués dans un rayon de 30 km et destinés aux travaux publics et à la fabrication de bétons.

## **1.5. Remise en état**

### **Carrière actuelle**

À l'exception d'une zone de 1 ha environ destinée à la création d'une zone humide, la remise en état de la carrière actuellement autorisée consiste en un remblayage partiel de l'excavation pour retour à la cote minimale de 45 m NGF pour la partie nord est et 44 m NGF pour la partie sud et ouest.

Une couche de terre végétale de 30 cm, épierrée des plus gros blocs, recouvrira au final l'ensemble du site. Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée sera réalisé à 15°.

Les stériles d'exploitation seront utilisés pour le remblayage partiel de l'exploitation. Un apport en matériaux inertes pourra être utilisé pour la remise en état du site ; ceux-ci devront être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière : déchets de construction et de démolition (terres et pierres y compris déblais), déchets municipaux (terres et pierres)

Les apports extérieurs seront limités à 8 800 tonnes par an (176 000 tonnes à mettre en place globalement).

Pour ce qui est de la réalisation d'une zone humide, d'environ 1 ha, à la cote de 43,5 m NGF, ces dimensions sont de 150 m de long sur 70 m de large environ.

Elle sera aménagée en fond de fouille et entourée d'une bande enherbée sans culture de 50 m.

Une clôture sera installée en périphérie.

### **Extension de la carrière**

Pour ce qui est de l'extension de la carrière actuellement autorisée, la remise en état consiste en un remblayage total de l'excavation pour retour à la cote initiale des terrains et mise en culture.

Les bassins de décantation sont régalez de déblais inertes sur environ 70 cm d'épaisseur, de stériles de découverte sur environ 70 cm et de terre végétale sur 30 cm. Un apport de matériaux extérieurs inertes pourra également être utilisé pour la remise en état du site selon les critères explicités ci-dessus.

Les mesures proposées par l'exploitant dans le cadre du réaménagement du site après cessation d'activité sont adéquates et compatibles avec un usage agricole futur.

La remise en état coordonnée limitera également la surface occupée par l'activité d'exploitation (cf. plan de phasage en annexe 2).

## **2. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1. Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 02 février 2012 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que :

- ☐ Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.
- Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

- Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet. Toutefois, du fait du caractère rare et protégé du Lupin réticulé, il aurait été souhaitable d'avoir des mesures de maintien spécifique plus conséquentes que la petite station en bord de chemin rural.

## **2.2. Enquête publique**

Elle s'est déroulée du 27 février 2012 au 27 mars 2012 inclus sur le territoire des communes de Nouâtre (37), Marcé sur Esves (37), Descartes (37), Port de Piles (86), Ormes (86), Buxeuil (86).

## **2.3. Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a, dans ses conclusions, le 25 avril 2012 émis **un avis favorable** assorti de la condition suspensive suivante : qu'il soit réalisé une clôture sur la partie sud est du site, afin d'assurer une garantie totale contre l'intrusion sur l'emprise. Cela devra exclure tout partage de terrain ou d'accès avec un tiers (le commissaire enquêteur a noté que la clôture le long du chemin rural 65 est ponctuellement abaissée pour permettre au propriétaire des terrains de stocker du compost).

En outre, il recommande que les chauffeurs des véhicules liés à l'activité de la carrière s'engagent à respecter les règles de conduite et que cet engagement conditionne les relations contractuelles entre l'exploitant et ses sous-traitants transporteurs.

## **2.4. Avis des conseils municipaux**

- La Celle Saint Avant (37) – Séance du 02 avril 2012 : avis favorable ;
- Nouâtre (37) : pas d'avis ;
- Marcé sur Esves (37) – Séance du 12 mars 2012 : avis favorable ;
- Descartes (37) – Séance du 30 mars 2012 : avis favorable ;
- Port de Piles (86) – Séance du 27 février 2012 : avis favorable ;
- Ormes (86) – Séance du 02 avril 2012 : avis favorable ;
- Buxeuil (86) – Courrier du 09 mai 2012 : pas d'avis.

## **2.5. Avis des services consultés**

### **Service Interministériel de Défense et de Protection Civile - Avis du 10 février 2012**

Ce service signale que la commune est concernée par la présence d'une canalisation de transport de gaz naturel haute pression et le risque inondation.

### **Agence Régionale de Santé - Avis du 02 mars 2012**

Ce service indique que l'extension de la carrière se situe dans le périmètre de protection éloigné du forage AEP « Les Sept Fonds » et qu'en l'absence d'avis de l'hydrogéologue, il ne peut émettre un avis sanitaire sur le sujet. Pour ce qui est des nuisances sonores il précise que la mise en place du merlon de terre pour empêcher les dépassements d'urgence chez les riverains devra être suivie d'effets.

### **→ Avis de l'inspection des installations classées**

La hauteur des merlons pour empêcher les dépassements d'urgence chez les riverains, est fixée dans le projet de prescriptions ci-joint (chapitre 6.3).

### **Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine d'Indre-et-Loire - Pas d'avis**

- Service Départemental d'Incendie et de Secours – Avis du 13 février 2012

Ce service indique que les bassins de décantation de 2700 m<sup>3</sup> assure les besoins en eau en cas d'incendie et formule les préconisations suivantes :

- S'assurer que la voie destinée aux engins de secours présente les caractéristiques adéquates ;
- Implanter un extincteur à poudre 50 kg à proximité du stockage de liquides inflammables ;
- S'assurer que le premier bassin de décantation :
  - soit en mesure de fournir en toutes saisons pendant 2 heures, 120 m<sup>3</sup>,
  - soit à moins de 200 mètres des installations,
  - ait une hauteur géométrique d'aspiration de 6 mètres maximum
  - soit en permanence accessible à l'engin pompe,
  - dispose d'une aire d'aspiration de 32 m<sup>2</sup>,
  - soit signalé par un panneau « réserve incendie »,
  - soit réceptionné par le SDIS.
- Afficher des consignes de sécurité,
- Stocker sur rétention les produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols,
- Assurer la rétention des eaux d'extinction d'incendie sur le site, en mettant notamment une vanne de barrage sur chacun des réseaux au droit du réseau public.

- Direction Départementale des Territoires - Avis du 11 avril 2012

Ce service émet un avis favorable en soulignant la compatibilité du projet avec le Plan Local d'Urbanisme, le dimensionnement adapté des infrastructures aux exigences de transport et la nécessité de respecter les mesures compensatoires prévues au niveau floristique et faunistique.

- Institut National de l'Origine et de la Qualité – Avis du 13 février 2012

Ce service n'a pas d'objection à formuler.

- Conseil Général d'Indre-et-Loire – Avis du 16 avril 2012

Le Conseil général indique que la nature des remblais inertes n'est pas indiquée dans le dossier.

Il souligne également que la voirie départementale ne peut supporter un surcroît de trafic poids lourds (estimé à plus de 50% durant la période du chantier LGV), que les données de trafic datent de 2009 et qu'il conviendrait de les actualiser. Il rappelle l'obligation de l'accès via la VC 105.

→ *Avis de l'inspection des installations classées*

*La nature des remblais inertes est précisée dans le dossier de demande d'autorisation (partie étude d'impact). Elle est en outre fixée précisément dans le projet de prescriptions ci-joint (article 2.4.3.2). Pour ce qui est de la voirie, il convient de se référer à l'avis favorable de la DDT susmentionné.*

- Hydrogéologue agréé – Monsieur ALCAYDE – Avis du 07/04/2012

L'hydrogéologue agréé s'interroge sur durée de vie de la carrière de 20 ans, eu égard au projet évoqué sur la commune de Descartes, sur l'utilisation effective ou pas de flocculant pour le lavage des sédiments (auquel cas il conviendrait de préciser que leur concentration en acrylamide monomère ne doit pas dépasser 500 ppm seuil de recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé).



## **2.6. Réponse apportée par le pétitionnaire**

En réponse au commissaire enquêteur, l'exploitant a reconnu qu'un accès est laissé à la parcelle Z154 pour que son propriétaire y stocke du compost. Toutefois, cette parcelle ne fait pas partie du périmètre de la carrière, mais elle est englobée dans la zone clôturée pour des raisons pratiques (zone boisée). L'exploitant propose la mise en place d'une « passe américaine » qui permettra d'abaisser et refermer plus facilement la clôture ; il rappelle également l'existence d'un merlon afin d'empêcher l'accès à l'emprise de la carrière.

→ *Avis de l'inspection des installations classées*

*L'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières stipule « L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent ». Par conséquent, la proposition technique proposée par l'exploitant est recevable.*

Par courriel du 27 avril 2012 :

- En réponse au SDIS : l'exploitant s'est engagé à mettre en place dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté d'autorisation les préconisations du SDIS à l'exception de la mise sur rétention de l'ensemble du site ;

→ *Avis de l'inspection des installations classées : Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie rejoindront les bassins de décantation ; en revanche, dans la partie en cours d'extraction un tel aménagement est difficilement réalisable (se reporter également au paragraphe 3.2 du présent rapport).*

- En réponse à l'hydrogéologue agréé : l'exploitant rappelle que l'exploitation du gisement sur 12 ans et la demande d'autorisation sur 20 ans permet la gestion des eaux de décantation et un réaménagement de la zone d'extension au niveau du terrain naturel après séchage des bassins de décantation. Il confirme également ne pas utiliser de polyacrylamides sur ce site.

## **3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

### **3.1. Paysage, faune, flore**

Pendant la phase d'exploitation, la carrière est uniquement visible de par les structures métalliques de l'unité de traitement et les stocks de granulats, les merlons masquant les fronts.

Le projet consommera une superficie de 24 ha d'espaces agricoles. Toutefois, la remise en état prévoit la remise en cultures des terrains.

Pour ce qui est des impacts sur la faune et la flore, le maintien d'une zone humide permettra de compenser la destruction des points d'eau existants sur l'emprise du site et la reproduction de plusieurs espèces protégées, notamment le Vanneau huppé et le Crapaud calamite.

Sur le secteur en poursuite d'exploitation, la population de Lupin réticulé, espèce végétale protégée, sera maintenue et entretenue par fauche annuelle tardive du milieu. Ces dispositions sont pertinentes et adaptées au mode de développement de l'espèce.

Toutefois, le remblai qui accueille la part la plus importante d'individus sera maintenu pendant la phase d'exploitation avec un entretien par fauchage puis il sera arasé pour permettre le retour des parcelles à leur vocation agricole première. Les actuelles jachères seront remises en culture, ne permettant pas aux individus de se maintenir.

Du fait du caractère rare et protégé du Lupin réticulé, il aurait été souhaitable d'avoir des mesures de maintien spécifique plus conséquentes que la petite station en bord de chemin rural. Néanmoins, le maintien du remblai pendant l'exploitation permettra de coloniser les milieux périphériques. De plus,

la bande enherbée de 50 mètres prévue autour de la zone humide, fauchée régulièrement, sera propice au développement du Lupin.

Sur la zone en extension, les impacts sont limités et ne font pas, à juste titre, l'objet de mesures d'atténuation.

### 3.2. Eau

#### ♦ *Prélèvements d'eau*

Tel qu'exposé au point 1.4 du présent rapport, l'alimentation en eau d'appoint au niveau de l'installation de traitement de matériaux est effectuée à l'aide d'un forage existant au Cénomaniens. Le volume prélevé dans le forage au Cénomaniens sera maintenu à la valeur actuellement autorisée de 50 000 m<sup>3</sup>/an.

Le projet prévoit un besoin hivernal en eau supplémentaire de 78 000 m<sup>3</sup>/an les 3 premières années et de 30 000 m<sup>3</sup>/an par la suite. Ces volumes seront prélevés dans la Creuse, en période de hautes eaux. Ce prélèvement reste faible (0,014%) au regard des débits moyens mensuels sur cette période.

#### ♦ *Enjeux hydrogéologiques*

L'installation de traitement fonctionnant en circuit fermé, il n'y a pas de rejet au milieu naturel.

Afin de préserver la nappe du Turonien, l'extraction sera effectuée à sec et le remblayage hors d'eau. Les bassins de décantation seront imperméabilisés à l'aide de fines d'argiles.

L'entretien des engins sera réalisé en dehors de la zone d'exploitation. Aucun stock de carburant ou fluide ne sera réalisé sur la zone d'exploitation. Le ravitaillement des engins se fera sur aire étanche équipée de rétention et les engins seront équipés de kits anti-pollution. L'ensemble de ces mesures offre un traitement adapté du risque de pollution par les hydrocarbures.

Trois piézomètres, d'ores et déjà implantés autour du site, permettront de mesurer les niveaux piézométriques et la qualité de l'eau. Ce suivi permettra d'engager les actions nécessaires le cas échéant.

Afin de préserver la nappe du Cénomaniens, une zone de 20 m autour du forage sera maintenue.

#### ♦ *Eaux de ruissellement*

Les eaux de ruissellement du site seront absorbées par le substratum sableux en place ou dans la partie de fouille en cours d'extraction ou rejoindront les bassins de décantation. Les eaux pluviales transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.

#### ♦ *Eaux vannes et eaux usées*

Le site est alimenté en eau potable depuis le réseau communal. Les eaux usées issues des sanitaires sont dirigées vers une fosse septique toutes eaux.

### 3.3. Air

Les enjeux principaux de ce type d'exploitation concernent les rejets à l'atmosphère issus des circulations des véhicules et l'entraînement des matériaux par temps sec et venté. Les émissions de poussières issues de l'extraction sont limitées du fait de leur caractère humide et compact.

L'exploitant prévoit en tant que de besoin l'arrosage des pistes de circulation.

Enfin, l'activité n'engendre pas de rejet via des cheminées de traitement.

### **3.4. Déchets**

L'activité extractive ne génère pas de déchets de production au sens de la réglementation, l'intégralité des matériaux extraits étant généralement acheminée vers les installations de traitement, puis évacuée par camions vers le marché local. Les seuls déchets résultent du petit entretien des engins (chiffons, bidons d'huile vides...) et de la présence de personnel sur le site (papiers, cartons, plastiques...).

L'exploitant mettra en place une collecte spécifique où les déchets sont stockés en récipients étanches et sur rétention si nécessaire avant d'être dirigés vers des filières d'élimination autorisées.

### **3.5. Bruit**

Des mesures de bruit ont été menées en 2010. Elles démontrent le respect des valeurs limites fixées dans l'arrêté d'autorisation de la carrière existante.

Une estimation calculée des niveaux de bruit dans le cadre de l'extension, a été réalisée.

Les sources de bruit prises en compte sont l'unité de traitement des matériaux, les engins et leurs avertisseurs sonores de recul, les véhicules qui transportent les matériaux, notamment le chargeur alimentant la trémie.

Le dossier fournit une estimation des émergences générées par le projet, et présente une exposition plus marquée des habitations sises à La Fosselette et La Ville Daveau au droit desquelles, sans mesure compensatoire, l'émergence dépasserait le seuil réglementaire (plus de 10 dB(A) pour un seuil réglementaire de 6 dB(A)).

L'exploitant prévoit la mise en place d'un merlon de terre haut de 2 mètres en limite de périmètre, devant permettre de maintenir l'émergence sous le seuil réglementaire, d'après la modélisation effectuée. Cette hauteur sera portée à 4 mètres lorsque l'extraction aura lieu à moins de 100 mètres des habitations à La Fosselette.

### **3.6. Trafic**

L'exploitation de la carrière actuelle engendre un trafic supplémentaire de 3,5%.

Dans le cadre de l'extension, il est envisagé les 3 premières années, une augmentation pouvant atteindre 8,2%, dont près de 55% pour les poids lourds. Les années suivantes, cette augmentation sera de l'ordre de 5%.

Dans le cadre de l'autorisation d'exploitation de la carrière existante, des aménagements ont été mis en place et éprouvés – notamment pour faciliter et sécuriser le croisement des poids lourds ; ceux-ci seront utilisés dans le cadre de l'extension.

### **3.7. Risques**

Les principaux phénomènes dangereux sont liés à la présence de carburant, à la circulation d'engins, à l'unité de traitement de matériaux et aux bandes transporteuses pouvant être à l'origine d'un départ de feu.

Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire, accompagnés des mesures de limitation, prévention et protection avancées au dossier de GSM, présentent un risque acceptable.

### **3.8. Hygiène et sécurité**

Les activités de carrière comportent certains risques pour la santé des salariés. Il s'agit principalement des pathologies liées à l'inhalation de poussières ou à une exposition importante au bruit. Indépendamment des mesures de prévention visant à réduire les émissions de poussières dans les atmosphères de travail, le personnel concerné fait l'objet d'une information et d'un suivi médical individuel. De même, les agents exposés au bruit sont suivis médicalement.

S'agissant du public, les mesures de prévention consistent en l'implantation de clôtures aux endroits les plus dangereux, la fermeture des accès en dehors des périodes d'activité, l'interposition de merlons ainsi que la signalisation des zones à risque par des pancartes.

### **4. PROPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRÊTÉ**

Le projet de prescriptions prévoit notamment :

- En terme de réaménagement final : les dispositions relatives à l'admission de déchets inertes, la création d'une zone humide (article 2.4.3);
- En terme de nuisances sonores : les hauteurs de merlon nécessaire pour respecter les niveaux d'émergence réglementaire déterminés par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que des mesures de bruit périodiques (chapitre 6.3) ;
- En terme d'accessibilité au site : la mise en place d'une clôture de type passe américaine au niveau de la parcelle ZI 54 (article 7.3.1.2) ;
- En terme de risques : les engagements du pétitionnaire quant à la réalisation de la majeure partie des recommandations du SDIS (Titre 10, articles 7.4.3, 7.5.4 et 7.5.5).

### **5. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

L'inspection des installations classées est d'avis que les mesures prises par le pétitionnaire, visant à supprimer ou à réduire au maximum les incidences environnementales du projet, sont pertinentes et cohérentes compte tenu des enjeux environnementaux.

De ce fait, l'inspection des installations classées émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation.

### **6. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

En application de l'article R. 512-25 (livre V de la partie réglementaire) du code de l'environnement, le présent rapport ainsi que les propositions du service de l'inspection des Installations Classées concernant les prescriptions techniques envisagées seront présentés à la Commission Départementale des Paysages, de la Nature et des Sites.